



Journée du 29 août 2008

SPLENDEUR DU NON, GRANDEUR DU OUI

Intervenants :

Laurence Parisot, présidente du MEDEF

Mimie MATHY , artiste

Michèle Alliot-Marie, ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales

André Glucksmann, philosophe

François Bayrou, président du MoDem

Mgr Barbarin, cardinal, primat des Gaules

Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des Armées

Aude Zieseniss de Thuin, fondatrice et PDG de Women's Forum for the Economy and Society

Marc Ladreit de Lacharrière, président de Fimalac

Bernard Accoyer, président de l'Assemblée nationale

Plénière animée par Laurence Parisot.

Laurence Parisot, présidente du MEDEF

Voir en grand, en anglais, se dit : « I have a dream », selon la formule consacrée par Martin Luther King. Depuis deux jours, des intervenants issus de tous les milieux, de tous les profils, de toutes les générations, de tous les savoir-faire, ont échangé et débattu sur le thème voir en grand. Ils ne sont pas du tout dans l'utopie, mais bien dans le réel. Ils ont cherché à voir grand en économie, en sport, en sciences, en technologie, et les différents débats ont montré que l'on pouvait se dépasser, que l'on pouvait se donner une ambition, même une ambition qui pouvait sembler impossible.

Mimie MATHY, artiste

Après cette brève introduction, Mme Parisot cède la parole à une personne pour qui a priori, voir en grand était impossible. Il s'agit de l'artiste Mimie Mathy, qui a envoyé un message vidéo, dans lequel elle expose sa conception du voir grand, à partir de sa propre expérience de la vie. Au départ, elle avait envie de bien gagner sa vie, d'être respectée, d'être aimée, et de s'en donner les moyens. Elle a vite compris qu'il faut se battre. Mais il faut essayer d'être le plus beau possible dans sa vie : ne pas tricher, ne pas accepter ce qui au départ aurait pu être une fatalité. Il faut s'amuser, prendre du plaisir et travailler. Pour réussir, il faut avant tout avoir des envies et se donner tous les moyens pour réaliser ses envies, mais pas en écrasant tout le monde ni en décimant tout ce qui bouge autour de soi. Au niveau collectif, il faut juste arriver à faire tout ce qui est en projet et en jachère et qui commence à se mettre en place, c'est-à-dire, faire tout pour que les entreprises puissent vivre, puissent faire vivre les gens qui travaillent, puissent donner envie à ceux qui travaillent de travailler plus ou de travailler moins...

Après ce témoignage, Mme Parisot propose que chacun des invités puisse donner sa vision, non seulement du voir grand, mais au-delà, de ce que c'est que dire oui ou dire non, la suite de la séance pouvant ensuite être consacrée à un débat entre les invités puis entre ces derniers et l'assistance.

Michèle Alliot-Marie, ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales

On a souvent l'impression qu'il y a en France des mots tabous, et que le mot grandeur en est un. On n'est grand que par ce que l'on fait, que par ce que l'on projette. Autre mot tabou : la splendeur. Quand on utilise ces mots tout simples, on se rend compte que chacun des actes de la vie peut avoir une autre signification. «Oui» et «Non» sont les mots les plus courts et les plus faciles à prononcer, et ceux qui demandent le plus d'examen, disait Talleyrand. Qui que l'on soit, dans la vie professionnelle comme dans la vie personnelle, il est bon de se dire que même derrière ces simples mots, il peut y avoir une signification, une grandeur, un véritable sens. Certains pensent qu'il n'y a de grandeur qu'à dire non, et les médias d'ailleurs, incitent à cela. Le non et le oui ont chacun sa force, sa légitimité. Le non n'est jamais si splendide que lorsqu'il exprime le refus de la fatalité.

Le non a émaillé l'histoire de France. Il commence avec Vercingétorix. Puis, il y eut le non de Jeanne d'Arc, le non de Napoléon à l'Europe tout entière à un moment donné. Ce fut aussi le

non à la défaite du général de Gaulle, en 1940, à un moment où il allait créer puis entretenir la flamme de la Résistance. L'histoire du monde, c'est l'histoire du NON.

Alain disait : « Penser c'est dire non », mais agir c'est aussi dire non. C'est dire non à une pression sociale, aux habitudes de penser. C'est dire non au réflexe pavlovien, à la résignation, à la facilité, au fatalisme et à la servilité, c'est faire prévaloir finalement la fidélité à ce que l'on est, à ce que l'on croit.

Mais ces non ne sont splendides que parce qu'en même temps ils contiennent en eux-mêmes de grands oui à des valeurs, à un futur, celui où les hommes sont debout. Il y a aussi des petits non qui sont les non de la frilosité, qui reposent sur le mensonge ou qui sont des non du pessimisme. Le non de référendum à la Constitution européenne est de cet ordre, parce qu'il reposait sur de petites peurs et des fantasmes.

Lorsque le général de Gaulle dit non en 1940, il le fait au nom d'une société de liberté, de tolérance, d'une société qui respecte les non. Lorsqu'il dit non à une certaine Europe, à un moment donné, c'est aussi en pensant à une autre Europe, celle des nations. Le non de la France à la guerre d'Irak, c'est également un non qui repose sur le courage de dire non à un allié, à la plus grande puissance mondiale, mais cela repose aussi sur une certaine conception des rapports qui doivent exister entre le monde occidental et le monde musulman et de ce que doivent être les équilibres du monde. Ces non successifs sont finalement l'affirmation positive de valeurs, et en l'occurrence, des valeurs gaullistes. Ce sont des non qui sont porteurs de oui à quelque chose de grand, à une certaine idée de la France, à une France debout, unie, attachée à son indépendance, intransigeante sur sa liberté, fière de sa culture et de sa destinée, et fière de celles et ceux qui la construisent.

Mais il n'y a pas que des grands oui et que des grands non. Il y a des oui et des non qui doivent amener aussi à l'écoute de l'autre et à la négociation. On peut se grandir à écouter l'autre, voire même à tenir compte de son avis. Le oui et le non ne sont pas seulement la rigidité, mais aussi une certaine souplesse et une certaine tolérance. Mais que ce soit au quotidien ou dans les moments exceptionnels, dire oui ou dire non, c'est faire un choix. C'est prendre le risque de déplaire au nom de ses idées, au nom de ses conceptions, de déplaire à son entourage, à ses chefs, parfois à ses amis, mais c'est avoir le courage d'assumer ses convictions, quelles qu'en soient les conséquences.

André Glucksmann, philosophe.

Voir en grand, penser en grand, et bien penser que le monde a complètement changé, que la famine a diminué et que la question de l'organisation marxiste de l'économie, relève des bibliothèques, tout cela est énorme. Mais on oublie qu'il y a des défis, qu'en face de cette grandeur et dans cette grandeur, il y a des défis. Les miracles économiques, il y en a eu au XXe siècle : le miracle économique russe avant la Première Guerre mondiale et les miracles économiques allemand et japonais. Aujourd'hui, le miracle économique chinois est le problème pour le XXIe siècle, car les Chinois aussi sont extrêmement réticents à l'égard de tout ce qui concerne la démocratie politique, les droits de l'homme, etc.

Dire non est une capacité française absolue, mais cela signifie le combat de guérilla, chacun derrière ses petites barrières, etc. Mais l'idée d'encourager ce dire non, ce dire non à courte vue, est catastrophique. Il faut essayer de penser non et penser n'est pas dire, penser ce n'est pas aller sur une tribune en disant qu'on est contre. C'est penser des défis. Et ne pas oublier que l'Histoire est fragile et tragique car d'après Aron, « ces gens là ne savent pas que l'histoire est ravageuse »

En témoignent les manifestations dues au prix de l'énergie. Le problème de l'énergie est l'un des grands défis et L'Europe est totalement désunie. Chacun va mendier, quémander pour son compte de l'or noir et du gaz à Moscou, alors qu'en tant que clients tous unis, l'ensemble pourrait peser dans la balance. Fragilité de l'Histoire, fragilité de l'économie et absence de réaction en face de ça.

Deuxième point : le tragique de l'Histoire. Poutine est beaucoup plus agressif qu'on ne le croyait. L'Europe est parfaitement définie par son idéologie. Son idéologie c'est de ne rien voir. Tous les journalistes du Figaro, de Libération, du Monde, ont averti depuis une dizaine d'années que la voie suivie par Poutine était une voie agressive, qu'elle visait l'Europe. 200 000 Tchétchènes ont probablement été tués sur moins d'un million d'habitants, il y a eu les restrictions du droit de la presse, du droit de parole. Il y a eu des assassinats, dont celui d' Anna Politkovskaïa.

Jusqu'à nouvel ordre, personne parmi les entrepreneurs ni les politiques ne s'est risqué à prendre ses responsabilités. Alors, capitalistes de tous les pays unissez-vous !

L'Europe, qui a réussi à se réunifier en très grande partie au nom de la démocratie, avec la démocratie, met aujourd'hui la tête sous le sable, et ne réussit pas à prendre des positions fermes en toutes matières, diplomatique et économique, face à une Russie qui est de nouveau extrêmement agressive.

Il n'y a pas lieu de parler de guerre froide, d'abord parce que la Russie est isolée, parce que la Russie n'est pas la Chine, parce que les Chinois ont besoin d'un pétrole que la Russie livre. Plus il y a de troubles, plus le prix du pétrole augmente, mieux c'est pour la Russie et plus c'est mauvais pour les Chinois. Il n'y a pas un bloc antioccidental, il y a des récriminations antioccidentales partout. La Géorgie, ce n'est pas uniquement une démocratie, ce n'est pas uniquement un pays où il y a beaucoup plus de droits de l'homme qu'à côté en Russie, mais c'est aussi le circuit pour l'approvisionnement énergétique de l'Europe.

François BAYROU, président de MoDem.

Il y a quelques années, on avait le sentiment que la planète entière se dirigeait lentement pour certains, plus vite pour d'autres, vers la démocratie et les droits de l'homme. Et cette loi que les hommes acceptaient un peu plus vite, un peu plus lentement, qui était servie par l'économie de marché et par la progression du droit, cette loi peu à peu gagnait. Et au fond, ces intellectuels qui s'appelaient Cogève ou Fukuyama, qui expliquaient qu'on avait rencontré la fin de l'histoire, c'est-à-dire qu'il n'y avait plus de grands problèmes historiques tragiques, avaient raison. Puis brutalement, en quelque mois, on a vu resurgir une question politique qu'on croyait oubliée : la démonstration de la force et l'abus de la force par de grandes puissances.

Démonstration de force extraordinaire à Pékin : les Jeux olympiques, des scènes d'admirables ballets, mais en réalité démonstration de force. Puis cet incroyable et inattendu, pour certains, défi lancé par Poutine au monde, notamment occidental, et plus particulièrement européen. L'Europe s'est retrouvée désarmée et divisée. Plus récemment, a été établi un accord, que tout le monde a accepté, sur la souveraineté de la Géorgie alors que l'intégrité territoriale de la Géorgie en est totalement absente. Cette question renvoie à la splendeur, mais surtout à la nécessité du non.

Une deuxième question va avoir des échos pendant toute la décennie qui vient, celle de savoir quel modèle de société les Européens défendent. Et cette question suggère un choix. On peut à l'intérieur du monde occidental, du monde de la globalisation, accepter le modèle dominant,

qu'on identifie au modèle américain. Ce modèle est extraordinairement efficace en Occident, mais il pose une question parce qu'il est fondé sur un principe d'inégalité croissante. Ceci est une grande rupture à l'intérieur de l'Occident. On a vécu au fond jusqu'en 1970-1980 avec l'idée que le progrès allait effacer les inégalités. Il se trouve aujourd'hui que les inégalités s'accroissent et que certains considèrent que ceci est une condition nécessaire pour le dynamisme de la société dans laquelle on vit. C'est une question qui ne se pose pas seulement en termes économiques, mais aussi en termes politiques, parce que si les inégalités s'accroissent, les tensions à l'intérieur de la société s'accroîtront aussi.

Le monde actuel est un monde dans lequel la communication est partout, la communication au sens de pression faite sur l'opinion publique. Beaucoup de questions se posent, parce que cela porte assez fortement atteinte au contrat démocratique entre les citoyens et ceux qui les gouvernent. Exemple choisi au hasard : quand un candidat à la présidence de la République se fait élire en promettant de faire baisser de quatre points les prélèvements obligatoires, et qu'on annonce la création d'un impôt nouveau chaque jour, beaucoup de citoyens sont troublés et ont le sentiment que le contrat de confiance est rompu. La vocation de la France est en effet de porter dans la globalisation un modèle original, différent qui n'est pas le modèle dominant. Ce modèle est défini par quatre défis :

- la créativité de la société, le sort fait à l'entrepreneur, au chercheur, à l'artiste,
- une justice active, pas seulement distributive,
- l'indépendance de la France,
- et enfin une démocratie de plein exercice. Une démocratie de la séparation des pouvoirs est une réalité, pas seulement les trois pouvoirs habituels de Montesquieu – le judiciaire, l'exécutif et le législatif – mais aussi le pouvoir économique et le pouvoir médiatique.

Mgr Barbarin, cardinal, primat des Gaules

Jésus dit : « Que votre oui soit oui et que votre non soit non » (Matthieu 5, 37). Cette formule, reprise à deux autres endroits du Nouveau Testament, a beaucoup de force, beaucoup de splendeur et elle montre trois pôles fondamentaux de tout engagement : la vérité ou la véracité, ensuite la sincérité, et enfin la solennité. Il y a une certaine grandeur à dire non, parce qu'il faut savoir le dire, au bon moment, avec force, dans l'amour de la cause que l'on poursuit. Oui, il y a une possibilité pour la France de sortir de l'ornière de la médiocrité. Et en disant quelques non bien placés, on peut ouvrir cette perspective : la grandeur du non ouvre à la splendeur du oui. Ceci commence très tôt, dans le cœur de l'enfant et dans la structuration même de la personne humaine.

L'Abbé Pierre s'est rebellé et il a dit non au fait que quelqu'un soit mort dans la rue, au cours de l'hiver 1954. Il a dit non à cette misère qui est une gangrène à l'intérieur de la société et c'est un non qui a eu un très grand retentissement. Un non fort, clair, rempli d'amour, qui ouvrait à la splendeur d'un oui qui est admirable.

Le non de Joseph Ratzinger est aussi exemplaire. Il avait sept ans quand Hitler a pris le pouvoir, et le Non de son père qui lui a dit « non, ne crois pas ce que dit cet homme » ce nom est un non structurant qui est à l'origine de sa maîtrise et de son amour exceptionnels de la langue française, de la culture française.

Dans l'Évangile, Jésus a dit oui une seule fois : « Oui, mon Père, voilà Ton amour qui déferle, voilà Ton amour qui descend sur le monde ». Mais on pourrait entendre toute la foi des Chrétiens, tout le Credo, comme un oui. Il y a la crucifixion, mais il y a aussi le oui de la résurrection.

Autrement dit, la splendeur du oui, c'est quand on s'engage de toutes ses forces dans un oui qui dépasse l'individu.

Jean-Paul II, dans l'Encyclique sur le centenaire, disait : « Regardez les risques que prennent les chefs d'entreprises, regardez le bienfait qu'ils donnent à la société quand ils créent des emplois, quand ils font que leurs entreprises deviennent une communauté de personnes ». C'est un oui qu'ils prononcent à leurs risques et périls, assez souvent, et qui comporte beaucoup de difficultés parce que la conjoncture n'est pas très favorable, ni pour être évêque en France ni peut-être pour être chef d'entreprise.

Général Georgelin, Chef d'état-major des Armées.

Si des militaires, des armées, des dispositifs de défense existent, c'est parce que précisément le monde est tragique. Mais on a toujours du mal à voir en grand une politique de défense ou des moyens de défense. L'Europe a du mal à financer sa politique de défense alors qu'elle se trouve face à une démonstration de puissance de la Chine, à une démonstration d'agressivité de la Russie et au retour des actions de guerre en Afghanistan.

Les chefs d'entreprises luttent tous les jours pour la survie de leur entreprise. Le chef d'état-major des Armées se bat tous les jours pour que son pays dispose de l'outil militaire dont il a besoin et qui soit en phase avec ses ambitions

La guerre, au départ, est toujours une dialectique des volontés, elle repose sur le non que chaque adversaire oppose à l'autre, pour tenter de lui imposer sa volonté. Et cette grandeur, celle des chefs qui sont plongés dans l'adversité, ne doit pas être confondue avec cette tendance qui vise à présenter le refus systématiquement comme le moyen d'affirmer sa personnalité. Ce serait là une caricature de la splendeur du non. L'art de la guerre est fondé sur l'obéissance, c'est-à-dire sur le oui que le supérieur attend de son subordonné. Sans ce oui, il ne saurait y avoir d'exécution.

Sur le plan de l'art militaire, il faut distinguer les deux niveaux : la stratégie et la tactique. Dans un cas comme dans l'autre, le courage, l'énergie, la force, l'intelligence, l'instinct sont des qualités indispensables.

Quels que soient les éclairages des subordonnés, la décision reste toujours celle d'un seul homme, le chef militaire. C'est le oui, par exemple, du général Eisenhower qui, dans la nuit du 5 au 6 juin 1944, prend seul la décision de lancer l'opération Overlord. C'est le non de Guderian, en mai 1940, lorsqu'il décide, contre l'ordre d'Hitler, de poursuivre la percée allemande.

La guerre, c'est la friction et le brouillard et c'est la raison pour laquelle, avant de pouvoir dire non ou de pouvoir dire oui, il faut d'abord beaucoup étudier, beaucoup apprendre, beaucoup savoir et par conséquent, beaucoup d'humilité. Ces capacités de décision de niveau stratégique doivent être naturellement prolongées par l'obéissance éclairée de l'échelon d'exécution.

Le militaire reste celui qui s'engage au profit de la collectivité en acceptant de donner ou de recevoir la mort pour que d'autres puissent continuer à vivre librement, il est celui qui, au moment de son engagement, ose dire non au conformisme ambiant, à l'individualisme – il n'y a pas d'action militaire sans solidarité, sans collectivité – à un certain confort matériel. Et en même temps, dès lors qu'il s'est engagé, il devient l'homme du oui : oui à la mission reçue, oui au service de l'intérêt commun qui est la défense d'un bien qui lui est supérieur.

Aude Thuin, fondatrice et PDG de Women's Forum for the Economy and Society

L'entreprise de Mme Thuin a commencé avec des non : lorsqu'elle a voulu lancer le forum, elle en a parlé à des hommes qui lui ont dit que le projet n'était pas réaliste. Le deuxième non a été celui de son banquier qui l'avait suivie sur ses autres projets, mais trouvait celui-ci « trop risqué ». Elle a donc hésité beaucoup à lancer ce forum. Quant aux encouragements, ils sont venus du côté des femmes.

Cette idée de Women's Forum, ce n'était pas un projet féministe ; il visait à donner la parole aux femmes, qui représentent 50 % du monde, à entendre les femmes dans la construction du monde de demain, qui en a tellement besoin. On parle de guerre en ce moment. Elles disent non collectivement à la guerre, elles disent non collectivement aux abus, évidemment les abus sur des femmes, puisqu'elles sont les premières victimes d'à peu près toutes les violences, mais aussi les abus financiers. Elles disent non à la crise des subprimes. Et il est extrêmement intéressant de voir la réaction des femmes, qui auront quelque chose peut-être de plus social à proposer. En tout cas, elles ont une sensibilité différente et elles vont réagir à cela ; elles vont dire non à ce qui est en train de se passer.

Ce forum, dans un monde idéal, n'aurait pas de raison d'être, il devrait juste ne pas avoir lieu. Il est de plus en anglais, mais si ce forum n'était pas en anglais, il n'existerait pas, tout simplement. Ce qu'il faut se dire, c'est que la France a produit un forum qui a été élu parmi les trois forums mondiaux qui comptent et qui sont des forums d'influence.

Ce qui est intéressant, c'est que les femmes aujourd'hui doivent et veulent contribuer à l'élaboration d'un monde différent. Elles n'empêcheront probablement pas que beaucoup d'excès soient commis, mais elles veulent réduire les inégalités, elles vont apporter quelque chose, pas de plus doux, mais peut-être de plus social, un regard différent qui est indispensable au monde d'aujourd'hui et de demain.

Quand on regarde le nombre de femmes dans les entreprises, l'écart avec les hommes est absolument considérable parce qu'entre le désir de recruter des femmes et d'avoir des femmes dans des postes à responsabilité, et la réalité des chiffres, il y a un cap que les chefs d'entreprises ne sont pas prêts à franchir aujourd'hui.

Les femmes veulent simplement être en complémentarité avec les hommes, vivre dans un monde plus équilibré, plus prospectif. Elles souhaitent préparer l'avenir, travailler avec les autres pays. Les femmes sont totalement pour la globalisation, « c'est ça ou le mur ». Les femmes veulent y contribuer, et elles disent oui à ce schéma tout en ayant peur de ce qu'elles vivent au quotidien

Marc Ladreit de Lacharrière, président de Fimalac

Les chefs d'entreprise parlent rarement de grandeur, car ils ne sont ni des philosophes, ni des poètes, ni des hommes d'Église, même si leurs actions, leurs initiatives ouvrent des brèches, ouvrent des fractures, et que leur créativité, dans de nombreux domaines, soit source d'imagination et de beauté. Leur univers, c'est la gestion de la complexité.

Comment la grandeur du oui et la splendeur du non se traduisent-elles dans le langage d'un chef d'entreprise, dans le langage d'un ancien dirigeant qui a décidé à un moment de sa vie

de prendre la décision de devenir son propre entrepreneur ? Y a-t-il un dilemme du oui et du non ? Le dilemme se traduit, par exemple, dans le fait d'avoir à choisir entre le métier de salarié manager ou celui d'entrepreneur. En France, on trouve des centaines de milliers d'individus qui sont courageux, créatifs, parfois inconscients, et qui sont consumés par cette flamme d'audace créatrice qui leur permet de surmonter tous les obstacles, les charges sociales, le Code du travail, l'étatisme proverbial, l'aversion pour le travail, voire l'aversion pour la réussite, peut-être aussi la jalousie. Les entrepreneurs peuvent réussir en France non pas grâce, mais en dépit du milieu ambiant. Il est possible d'être entrepreneur dans cet environnement culturel peu propice à l'entreprise.

Mais pour décroiser cet environnement, pour le rendre plus propice aux initiatives, encore faudrait-il changer les mentalités et pour cela, mettre en valeur, dès l'école, le rôle fondamental de l'entreprise dans la création des richesses et dans la création des emplois. Or les mentalités ne changeront pas, tant que les manuels scolaires continueront à dénoncer à tout bout de champ les entrepreneurs, les entreprises, les délocalisations, à travers des amalgames et des caricatures trompeuses et insidieuses.

Une fois ce premier choix de devenir entrepreneur fait, on est confronté aux stratégies possibles dans le cadre d'un monde ouvert, dans lequel les entrepreneurs ont la possibilité de parcourir, en quelques années, un chemin qui exigeait autrefois plusieurs générations. Il faut dire non au réflexe nationaliste, se méfier des exaltations du patriotisme économique qui est un mot extrêmement séduisant, mais qui est malheureusement souvent entendu comme une forme de protectionnisme, lequel amène à se fourvoyer dans une attitude économiquement désastreuse.

Enfin, un dernier choix structurant : l'entreprise doit-elle rester dans son coin ou s'engager dans la cité ? Il faut dire un non vraiment massif au repli sur soi. L'identité de l'entreprise ne se réduit pas à son activité économique. Les créateurs d'entreprises, peut-être plus que les autres, doivent faire en sorte que la France regarde en avant. En revanche, il faut dire oui à des signaux concrets positifs, à la promotion de l'esprit d'entreprise, aux valeurs de l'effort, du travail et de l'audace créatrice. Il faut dire un grand non aux messages défaitistes, à la diabolisation des entrepreneurs, à la diabolisation du profit, aux critiques idéologiques qui se traduisent par des crispations des hommes politiques. Dire non aux décisions politiques qui vont à l'encontre des intérêts de la France – l'ISF en étant le meilleur exemple – qui conduisent à l'exil de certains des meilleurs entrepreneurs et de certains des meilleurs cerveaux.

Après ces non, oui, à l'engagement concret, à la participation aux débats et aux progrès sociétaux. Oui aussi au débat. Enfin, un grand oui, un oui massif au capitalisme de solidarité, à la manière anglo-saxonne.

Il faut enfin rendre à son pays une partie de ce qu'il donne. Dans les grandes affaires cotées, au capital diffus, c'est l'entreprise, donc les actionnaires, qui financent les opérations de mécénat, et non les dirigeants. Pourquoi ceux-ci ne devraient-ils pas consacrer une partie de leur bonus, une partie de leurs stock-options au financement du mécénat ?

Bernard Accoyer, président de l'Assemblée nationale

Ces journées ont été placées sous une expression qui est tout un symbole du volontarisme, de la force de caractère des chefs d'entreprises : voir en grand. Il s'agissait, en fait, de regarder le monde tel qu'il est, dans son instant, dans ses réalités actuelles, et de comprendre que tout était dans un choix simple entre savoir dire non et avoir le courage de le faire, mais également dire non pour préparer ensuite un oui, un oui d'avenir, un oui constructeur, un oui

d'espérance. C'est ce qu'il fallait retenir de cette référence au non historique le plus émouvant, le plus profond, que les Français vénèrent, celui du 18 juin 1940.

Mais avec ce non, qui était bien entendu un non d'espérance, un non de refus de la défaite, un non d'espoir de retrouver la grandeur de la France, on ne peut pas non plus oublier comment le même général de Gaulle est parti en 1969. De Gaulle est entré dans l'histoire par un non magnifique, il est sorti de la même histoire, en 1969, par un non, un non triste, un non amer.

Tout est dans le non, parce qu'il structure. Ce non structurant est tellement important dans cette époque de permissivité où l'on perd ses repères, où les psychanalystes eux-mêmes s'inquiètent de trouver l'homme sans gravité, comme ils le disent et comme certains l'ont écrit. Il ne faut pas oublier que l'on structure, que l'on construit un enfant, un caractère, et qu'on définit ce qu'il sera dans la vie par le rappel de l'interdit. Il n'y a pas, sans un interdit préalable, d'espérance d'avoir un jour des oui qui soient pertinents. Il y a aussi des non qui sont des non d'échec, ce sont des non frileux, des non de posture, des non de refus, des non de révolution, des non qui ne construisent rien, alors qu'il faut toujours penser à aller de l'avant, à entreprendre, à oser, à avoir de l'audace – et il faut en avoir en France – pour oser entreprendre.

Dire oui, dire non, c'est aussi un acte de courage. Il y a, en France, c'est vrai, une telle propension à ne pas choisir. On a même été élu parfois aux plus hautes responsabilités sur un programme qui s'appelait le « ni ni ». Il n'y a pas d'avenir avec un tel renoncement, parce que l'avenir ne peut se construire que sur l'analyse sincère, honnête, acceptée, des situations, des responsabilités et des enjeux tels qu'ils sont. Bien sûr, il faut aujourd'hui dire non à ceux qui ne respectent pas le droit international, le droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes. Bien sûr, l'Europe ne doit pas « se coucher » parce qu'on pourrait – et là malheureusement c'est du vrai, c'est du réel, c'est du concret – lui fermer le gaz. Il faut bien entendu avoir le courage de formuler une réponse d'opposition, accepter les difficultés, les turbulences, les menaces.

Au fond, le oui ou le non, c'est une question de vie ou de mort, et c'est bien là tout l'honneur de ceux qui sont des dirigeants, des responsables, des politiques, que d'avoir à dire oui, que d'avoir à dire non, pour déboucher sur l'espérance de la splendeur du oui.